

LES ASSOCIATIONS FACE À LA CRISE



ENQUÊTE RÉALISÉE EN MARS - AVRIL 2009

Le secteur associatif joue un tel rôle dans tous les domaines de notre société qu'il était indispensable de donner la parole à ses responsables de terrain : les dirigeants bénévoles des associations. C'est ce que nous faisons depuis maintenant quatre ans : enquête annuelle sur l'opinion des responsables associatifs est devenu un outil reconnu, et précieux pour suivre régulièrement l'évolution de ce secteur, et identifier les difficultés qu'ils peuvent rencontrer, année après année.

Chacun sait que l'immense majorité des associations (85 % environ), ne vivent et ne se développent que grâce à la ressource humaine bénévole sans aucun salarié. Il était donc naturel, à nos yeux, de prolonger cette enquête par un dialogue direct avec les bénévoles en charge de l'animation. C'est l'objectif du Baromètre d'opinion des bénévoles, né en 2008 de notre coopération avec l'association France Bénévolat, et qui en est aujourd'hui à sa deuxième vague annuelle.

La mobilisation de ces deux outils complémentaires, au moment où des difficultés financières puis économiques se multiplient, correspond tout à fait à notre Projet associatif. C'est ainsi qu'en lien avec notre comité d'experts et avec nos différents partenaires, nous avons intégré plusieurs questions dans les deux enquêtes de ce printemps réalisées entre le 10 mars et le 9 avril 2009, pour vérifier si cette crise entraînait déjà des effets sur le fonctionnement des associations et sur l'engagement bénévole¹.

Les résultats sont présentés ici pour informer les acteurs et les décideurs, et pour éclairer les décisions qu'ils seront conduits à prendre au cours des prochains mois. Mais il n'est pas inutile, en introduction du présent développement, de rappeler que les dirigeants des associations font preuve d'un grand sens des responsabilités, bien au-delà de l'objet de leurs associations respectives. Ils se montrent attentifs et disponibles face aux événements que connaît la société dans laquelle ils se sentent profondément engagés.

DES ADHÉRENTS MOINS NOMBREUX

La question posée de ce point de vue était très simple : Le nombre d'adhérents a-t-il diminué ? En avril dernier, dans une proportion de 30 %, les responsables répondent oui.

Cette proportion est au plus haut dans le secteur des loisirs (35 %). Elle se situe à la moyenne dans la culture et le sport, et elle est un peu plus faible (27 %) dans le secteur de la santé et du social, le terme d'adhérent pouvant être parfois confondu avec celui de bénéficiaire. Plus les associations sont petites, et plus elles sont nombreuses à signaler des pertes d'adhérents.

¹ - Parallèlement, une étude est en cours sur l'évolution de l'emploi dans le secteur associatif, depuis le premier trimestre 2008. Elle sera prochainement en ligne sur notre site www.recherches-solidarites.org

DES DEMANDES DE FACILITÉS DE PAIEMENT

La question était ainsi libellée : Les demandes de facilités de paiement des cotisations/adhésions, ou éventuellement des prestations assurées par l'association, sont-elles plus nombreuses ? Dans une proportion de 28 %, globalement, les responsables d'associations répondent oui. Et cette proportion varie très fortement, au plus haut et de loin dans le sport (46 %), dans la moyenne pour les loisirs, et un peu plus bas (22 %) dans la culture et le domaine social.

Les petites associations sont proportionnellement moins nombreuses (24 %) que les moyennes et les grandes (35 %) à signaler ce phénomène.

DES BÉNÉVOLES PLUS PRÉSENTS ET PLUS CONCERNÉS

Nous avons voulu ici demander leur avis aux responsables, concernant les bénévoles de leurs associations, ainsi qu'aux bénévoles eux-mêmes : d'où deux questions en résonance.

La question posée aux responsables était la suivante : « Les bénévoles sont-ils plus présents et plus concernés ? ». 36 % des responsables associatifs répondent positivement. On ne sera pas surpris de constater que cette proportion varie fortement de 31 % à 35 % dans le sport, les loisirs ou la culture, jusqu'à 47 % dans le secteur social.

En revanche, elle ne varie pas selon la taille des associations, ni selon qu'elles sont fédérées ou non.

La question posée aux bénévoles eux-mêmes était la suivante : « Du fait de la crise, vous sentez-vous plus concerné, et vous sentez-vous un bénévole plus attentif et plus actif ? »

47 % d'entre eux ont répondu par l'affirmative, et les variations de cette proportion sont importantes : un peu plus de 30 % chez les 18-25 ans, autour de 45 % entre 25 et 55 ans, et plus de 50 % au-delà.



Selon le secteur, la proportion des réponses positives se situe un peu au-dessous de 40 % dans le sport, autour de 40 % dans la santé, la culture ou les loisirs. Elle grimpe à 53 % dans l'environnement, à 58 % dans la solidarité internationale, dépassant 60 % dans le secteur social. Les bénévoles se sentent d'autant plus concernés qu'ils agissent dans une grande association, caractéristique des organismes intervenant en matière sociale.

Ce sont logiquement les bénévoles engagés dans les fonctions d'accueil et d'écoute, dans des activités de collecte, de tri et de distribution de nourriture ou de vêtements, mais aussi dans des actions de formation, qui se disent plus particulièrement concernés, attentifs, et actifs.

L'exercice de responsabilité n'est pas un critère discriminant : que l'on soit membre d'un bureau ou d'un conseil d'administration, responsable d'activité ou bénévole de terrain, tout le monde se sent mobilisé. De même, les bénévoles intervenant ponctuellement ne se sentent pas moins concernés que les bénévoles agissant régulièrement.

UN RENFORT BÉNÉVOLE

La question a ainsi été posée aux responsables associatifs : « De nombreux bénévoles ont-ils voulu rejoindre l'association ? » 18 % ont répondu par l'affirmative, et cette proportion a également varié de 15 % dans le sport, à 17 % dans les secteurs de la culture et des loisirs, jusqu'à 22 % dans les secteurs du social et de l'humanitaire.

C'est ce seul critère d'activité qui fait significativement varier les réponses. La taille de l'association, ou encore le fait qu'elle soit inscrite dans un réseau, n'influent pas sur les réponses des dirigeants d'associations.

Il est encore trop tôt pour mesurer les effets quantitatifs de la crise, quant à la naissance de nouvelles vocations bénévoles. On peut toutefois déjà constater positivement que dans près d'une association sur cinq, y compris dans celles qui n'ont pas particulièrement pour objet de traiter directement les effets de la crise sur les personnes les plus faibles, l'arrivée de nouveaux bénévoles a été enregistrée.

LES DIFFICULTÉS PERSONNELLES DES BÉNÉVOLES

Ils semblent certes nombreux à s'être fortement mobilisés pour les autres au début de la crise. Pour autant, ils peuvent rencontrer eux-mêmes des difficultés conjoncturelles qu'il était indispensable d'évaluer. Pour cela, nous les avons interrogés sur deux plans :

d'abord sur les problèmes personnels qu'ils peuvent rencontrer dans leur engagement bénévole lui-même, ensuite quant aux difficultés personnelles et familiales qu'ils peuvent rencontrer aujourd'hui.

Question posée à la fois aux responsables associatifs et aux bénévoles eux-mêmes.

Elle était formulée ainsi pour les responsables : Les bénévoles de votre association sont-ils plus attentifs aux frais personnels que peut occasionner leur activité bénévole (frais de déplacement, garde d'enfants) ? Ils répondent « oui » dans une proportion très importante de 62 %.

Compte tenu du poids financier que représentent les déplacements dans le secteur du sport, cette proportion monte à 73 % dans les clubs.

C'est un constat que ne manqueront pas d'observer les décideurs.



La question posée aux bénévoles eux-mêmes était la suivante : Etes-vous plus attentif aux frais personnels que peut occasionner votre activité bénévole (frais de déplacement, garde d'enfants) ? Vécue par les bénévoles eux-mêmes, cette nouvelle difficulté est bien réelle : 52 % d'entre eux répondent positivement. Et cette proportion varie ici aussi en fonction du secteur dans lequel ils opèrent : elle est au plus haut, aux environs de 60 % dans le sport, la solidarité internationale, et dans les associations de défense.

Elle varie aussi selon l'âge des bénévoles, au plus haut entre 25 et 60 ans, soit au moment de la vie active, et au plus bas au-delà de 65 ans. Elle varie aussi significativement, selon que l'on est un homme (54 %) ou une femme (49 %), sachant que l'on retrouve ici l'effet « sport », secteur encore largement dominé par le bénévolat masculin.

C'est peut-être pour les mêmes raisons de moyens - qui conduisent certains à se limiter à un bénévolat plus ponctuel que ces intervenants occasionnels sont également plus sensibles que les autres (54 % contre 51 %) à ces difficultés matérielles ?

Peut-être par pudeur, les bénévoles eux-mêmes se disent moins attentifs aux frais personnels que peut occasionner leur activité (52 %), que ne le pensent leurs responsables d'associations (62 %). Pour autant, la majorité des personnes interrogées s'accorde pour dire que la pratique bénévole peut être singulièrement freinée en ce moment par ces difficultés éprouvées.

Et quand on sait que nombre de bénévoles ne demandent pas le remboursement de leurs frais aux associations, cette conjoncture peut être préjudiciable à l'activité bénévole elle-même et sans doute au plus mauvais moment compte tenu des besoins, si les bénévoles réduisent leur activité. Et préjudiciable à l'association s'ils sollicitent la prise en charge de leurs déplacements.

QUELQUES BUDGETS DÉJÀ RÉDUITS

Toujours en lien avec la crise, plusieurs questions portaient sur les budgets des associations. La première concernait les conditions dans lesquelles les associations ont préparé leur exercice en cours : « Votre association a-t-elle été contrainte de revoir son budget prévisionnel 2008-2009 ou 2009 ? » Effet réel de la crise ou pas, les réponses sont très nettes : 42 % des responsables associatifs répondent par l'affirmative. Le tableau suivant présente en fait peu de différences selon les secteurs.

Tableau 3 - Votre association a-t-elle été contrainte de revoir son budget prévisionnel 2008-2009 ou 2009 (en %)

	Culture	Loisirs	Sport	Social	Autres	Ensemble
Oui	44	44	42	40	41	42
Non	54	55	56	56	55	55
Non répondu	2	1	2	4	3	3
Total	100	100	100	100	100	100

Source : Enquête ORA 2009 - R & S

Les associations de la culture et des loisirs semblent avoir été proportionnellement plus nombreuses à prendre des mesures de réduction. Est-ce par prudence, et pour anticiper des difficultés à venir, ou bien par réelles contraintes ?

Les plus grandes associations, dans la mesure où elles comportent généralement des salariés et dans la mesure où elles sont fréquemment attributaires de subventions qui sont le plus souvent signalées à la baisse par les pouvoirs publics, ont réduit leurs budgets prévisionnels dans une proportion considérable de 58 %. Les associations moyennes ont fait de même dans une proportion de 46 %, et les plus petites dans une proportion de 37 %.

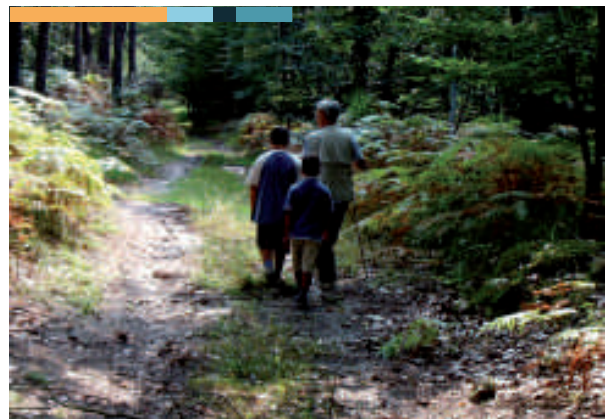
Si plus de 40 % des responsables ont déjà procédé à une réduction du budget prévisionnel de l'association, on peut considérer que le secteur associatif n'est pas épargné par les difficultés actuelles. Et s'ils sont plus nombreux encore à être aujourd'hui convaincus de devoir le faire pour l'année qui vient, on perçoit bien un sentiment d'inquiétude face à l'avenir. De nombreux témoignages vont dans ce sens et indiquent que la rentrée prochaine, au moment où les associations relanceront leurs activités pour une saison nouvelle, sera décisive.

Tableau 5 - Du fait de la crise, avez-vous ressenti des difficultés nouvelles en termes de moyens, pour développer l'activité dans laquelle vous êtes engagé ? (en %)

	Sport	Loisirs	Éducation	Santé	Environnement	Culture	Social
Non	48	51	53	53	51	46	44
Oui, et on peut faire face	25	26	16	29	26	30	27
Ça devient très difficile à gérer	25	18	18	15	21	20	24
Non répondu	2	4	3	3	2	4	5
Total	100	100	100	100	100	100	100

Source : Baromètre d'Opinion des Bénévoles - Enquête 2009

Si l'on prend les secteurs dans lesquels la proportion de bénévoles sereins est la plus forte, on remarque celui de l'éducation populaire, et à un degré moindre celui de la santé. A l'inverse, dans les domaines du sport, de la culture et du social, cette proportion est inférieure à la moitié. Parmi les bénévoles préoccupés, près d'un quart de ceux qui agissent dans le sport ou dans le secteur social se trouvent d'ores et déjà dans une situation « très difficile à gérer ». L'autre variable significative est celle qui est relative aux fonctions exercées au sein de l'association : de ce point de vue, les bénévoles les plus préoccupés sont ceux qui sont en charge de monter des projets et de rechercher des financements (36 % contre une moyenne de 21 %), ceux qui sont responsables ou acteurs de collecte (30 %), ceux qui sont responsables de la formation au sein de leur association (30 %), ainsi que ceux qui sont en charge d'organiser des manifestations (28 %).



On ne sera pas étonné de constater que plus on exerce des responsabilités, plus on marque de l'inquiétude : c'est ainsi le cas de 28 % des membres des conseils d'administration des associations. Plus protégés, ou encore assez peu impactés par cette conjoncture, les bénévoles qui agissent directement sur le terrain, sans responsabilité particulière, ne sont que 16 % à indiquer des difficultés réelles.

Après l'embellie que nous avons enregistrée lors de l'enquête 2008, et que nous avons pour partie attribuée aux élections municipales et cantonales intervenues cette année-là, et surtout aux campagnes électorales qui les ont précédées, on assiste à un repli de trois points au premier trimestre 2009.

Il y a désormais 42 % de responsables inquiets quant aux moyens financiers dont ils disposent, et cette proportion est un peu plus forte dans le secteur social et dans celui de la culture.

On remarquera surtout que la proportion des responsables très inquiets est passée de 9 % à 11 % (et même 14 % dans le secteur social) en 2009. Traduite en nombre d'associations, cela représente un total de l'ordre de 120.000 organismes qui pourraient être ainsi en danger.

5 Président de la Conférence permanente des coordinations associatives (CPCA) de la région Poitou-Charentes - Membre du comité d'experts de Recherches & Solidarités.

CES DIFFICULTÉS PEUVENT-ELLES COMPROMETTRE LES MISSIONS ?

Il était important de voir comment ces difficultés financières peuvent impacter les missions que les associations se donnent, de par leurs Projets associatifs, d'où la question suivante : Votre association pourrait-elle être conduite à revoir le périmètre de ses missions ? Le tableau suivant présente les réponses selon la gravité ressentie de la situation, et selon le secteur d'activité. Fort heureusement, on enregistre aujourd'hui un certain décalage entre les difficultés financières ressenties ou

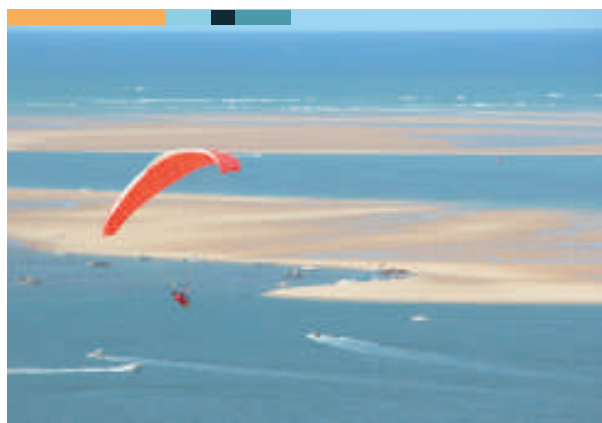
Tableau 7 – Votre association pourrait-elle être conduite à revoir le périmètre de ses missions ? (en %)

	Culture	Loisirs	Sport	Social	Autres	Ensemble
Oui, sûrement	8	16	12	10	10	12
Oui, et peut-être dès la présente année	23	16	13	22	20	18
Oui, peut-être à partir du prochain exercice	20	19	23	14	23	21
Sous total	52	51	48	46	53	51
Non	47	47	50	53	44	48
Non réponse	1	2	2	1	3	1
Total	100	100	100	100	100	100

Source : Enquête ORS 2009 - E & S.

anticipées, et leur traduction dans le périmètre des missions des associations. Pour autant, les responsables se partagent sensiblement en deux moitiés, les premiers craignant de devoir revoir leurs objectifs et leur plan d'actions, les autres paraissant confiants.

Parmi ceux qui craignent pour l'avenir, 12 % sont affirmatifs et considèrent une révision de leurs missions comme inéluctable, les secteurs des loisirs et de l'éducation populaire semblent clairement plus inquiets. 18 % n'écartent pas cette hypothèse, dès la présente année, et 21 % pensent passer cette année sans avoir à procéder à des révisions de cet ordre, mais craignent pour le prochain exercice.



D'une manière plus nuancée que pour ce qui concerne les difficultés financières, sans doute à la fois dans la mesure où les responsables associatifs sont généralement de bons gestionnaires qui disposent de quelques utiles réserves la preuve mais aussi dans la mesure où tout ne se réduit pas à une question d'argent, grâce à l'apport des bénévoles, les responsables associatifs n'écartent pas de revoir le périmètre de leurs missions. Dans certains secteurs, notamment lorsque les missions concernent les plus démunis, ces révisions peuvent être préjudiciables à ces derniers, et sans doute au plus mauvais moment pour eux.

Avec le même souci de partager les résultats de nos enquêtes avec des experts directement concernés par la vie associative, nous laissons Patrick Bonneau, président de la Conférence permanente des coordinations associatives (CPCA) de la région Poitou-Charentes, nous faire part de sa propre lecture.

QUE SERAIT LA VIE SANS LES ASSOCIATIONS ?

PATRICK BONNEAU⁵

On le sait bien dans le monde des associations : l'acte bénévole est à la source de toute vie associative et la qualité de celle-ci est fortement dépendante de la qualité de celui-là.

L'acte bénévole est aussi le carburant de l'activité associative et dans leur très grande majorité les associations ne peuvent compter que sur leurs seuls bénévoles pour conduire leurs activités.

De plus, l'engagement bénévole porte le sens de l'action associative, il est un des principaux reflets de la qualité de la vie collective dans notre pays et l'on imagine mal aujourd'hui ce que deviendrait la vie sociale et la vie de chacun si les associations fermaient la porte !

« Que serait la vie sans les associations ? » C'est autour de ce slogan que la CPCA Poitou-Charentes a conduit au mois de mars dernier une opération de sensibilisation orientée sur l'importance de la place que tiennent les réalisations associatives dans la vie quotidienne de chacun d'entre nous. Au delà des aspects revendicatifs, toujours nécessaires à rappeler, nous avons surtout voulu souligner auprès de nos responsables publics la place essentielle que tient l'association dans la vie des gens. Au point que, au travers des témoignages très émouvants, la question pouvait aussi être posée de cette manière : « Que serait ma vie sans les associations ? »

Ce recueil de l'opinion des responsables et des bénévoles associatifs orienté sur ce contexte de crise tombe donc à pic ! A la fois pour nourrir ce débat essentiel à l'avenir de notre société que pose la question de la place des associations - leur place reconnue et leur marge de manœuvre pour agir - Mais aussi et peut-être surtout pour apprécier si les effets de la crise auront un impact déterminant sur leurs projets d'actions et sur leurs conditions de fonctionnement. Enfin ce recueil d'opinions permet aussi de mettre en regard les impressions du moment, dans l'action et le recul des positions qu'offre un cadre plus construit.

Je voudrais relever, pour ma part, trois principaux enseignements que nous livrent ces enquêtes.

TOUT D'ABORD, LES BÉNÉVOLES "ASSURENT"

En effet, on ne constate pas de manière sensible de « mouvement de retrait » que pourrait entraîner logiquement le contexte de crise, puisque la gestion associative devient plus dure. On ne constate pas, inversement, que le contexte de crise sert de « justification nouvelle » à l'engagement bénévole pour « sauver » en quelque sorte les associations.

En ce sens « l'espace associatif » pris dans sa globalité - qui est par nature à mi-chemin entre le public et le privé - semble moins sujet aux phénomènes d'agitation que l'on constate ces temps-ci chez nos dirigeants, à la fois dans le domaine des responsabilités publiques et dans le domaine des activités économiques privées.

Si les difficultés sont bien perçues, elles ne semblent pas remettre en question de manière fondamentale le « temps bénévole » investi.

Les bénévoles « assurent », et sont prêts à assurer sans se faire trop d'illusion : « Il faudra donner de son temps ! » Et ce capital temps, qui a sa traduction économique si elle n'est pas forcément budgétaire, est une autre forme du « trésor » collectif qu'offre le bénévolat à la société toute entière.

ENSUITE UNE CONFIRMATION... SUR L'ARGENT ASSOCIATIF

Le contexte de crise joue bien évidemment sur le « coût associatif » qu'il faut entendre à la fois comme ce que cela me coûte et ce que coûte l'activité de l'association. Ce sont les questions de l'enquête relatives aux difficultés personnelles des bénévoles eux-mêmes.

Les réponses des dirigeants associatifs et les commentaires qui y sont liés soulignent assez bien que les questions d'argent, dès lors qu'elles concernent l'argent propre des bénévoles, font l'objet d'une certaine forme de pudeur et de retenue. Quand une association connaît des difficultés budgétaires, c'est souvent le coût du bénévolat qui est le premier affecté (non remboursement des déplacements notamment).



D'une certaine manière, la dimension économique du bénévolat, c'est-à-dire ce qu'il reçoit en moins et ce qu'il donne en plus, sans que cela ne fasse l'objet d'opérations visibles dans les comptes de l'association, fonctionne justement comme une variable d'ajustement budgétaire. Cela est particulièrement vrai dans les associations qui consomment le moins de fonds publics et qui sont de loin les plus nombreuses.

La vie associative bénéficierait ainsi d'une forme de « budget aveugle » jouant comme amortisseur quand les situations se tendent et effaçant ainsi les effets les plus immédiatement perceptibles de la crise et du manque d'argent. Ceci, indépendamment de la valorisation budgétaire du temps bénévole, qui n'est lui aussi que très peu souvent traduit dans les comptes.

Aussi, ce triple phénomène que l'on pourrait résumer hâtivement de la manière suivante : « En temps de crise les bénévoles donnent plus (de leur argent et de leur temps) et reçoivent moins (de leurs frais engagés) » éclaire un aspect de la vie associative, pris sous l'angle de son économie, qui reste en grande partie non explicité et pour lequel des pistes d'étude et de recherche sont largement ouvertes.

ENFIN UNE RÉFLEXION SUR "L'HOMO ASSOCIATIS" ...

L'ensemble des réponses faites par les responsables associatifs dans ce contexte de crise dessine finalement la silhouette d'un « Homo Associatis » assez distancié et fort raisonnable dans ses jugements et comportements.

On aurait pu s'attendre « à des cris d'orfraie ! ». On voit au contraire une appréhension calme des sujets et une attitude de fond qui révèle une certaine forme de dignité devant les événements. Cela tranche avec le spectacle de l'irresponsabilité et de la boulimie financière d'autres dirigeants dans d'autres secteurs d'activités.

Dans cette crise - dont on nous dit que le pire est encore à venir ! - les associations seront, comme toujours, les mieux en situation de percevoir les multiples effets induits de la crise dans ses ramifications sociales et sociétales les plus fines. Et, comme toujours encore, elles seront les premières à mobiliser leurs forces et à inventer des solutions d'accompagnement des personnes directement touchées ou les plus fragilisées. Ceci quels que soient les secteurs d'activités et qu'ils aient ou pas une relation direct « au social » car les effets d'une crise majeure touchent tous les aspects de la vie des personnes.

Cette « capacité associative » n'est pas ou pas encore par trop compromise semble-t-il.

Elle représente une valeur humaine et économique de toute première importance et doit rester mobilisée. Mais jusqu'à quel point de bascule ? Espérons que nos responsables publics, cette fois, ne joueront pas avec le feu !

PATRICK BONNEAU